

Campagne de réquisitions solidaires et occupations politiques : une seule solution, la régularisation

A Vie Féminine, on dit quoi ? Avril 2021

En Belgique, la situation de milliers de personnes sans papiers s'est encore dégradée avec la crise sanitaire, économique et sociale que nous traversons depuis plus d'un an. C'est absolument inacceptable.

Une campagne pour réquisitionner des logements a démarré le 18 décembre 2020. L'objectif ? Investir des bâtiments vides pour réclamer le droit au logement et la régularisation des personnes sans papiers. La campagne est portée par différents collectifs de personnes sans papiers et d'acteurs et actrices du droit au logement. Pour le moment, elles/ils occupent plusieurs bâtiments dans différentes communes bruxelloises : l'Hospitalière à Saint-Gilles, le bâtiment Citydev, le garage Opel, la Belle au bois dormant à Molenbeek et, depuis le 30 janvier, l'église du Béguinage, un lieu depuis longtemps au cœur du mouvement pour les droits des personnes migrantes. Les occupant·es actuel·les sont des travailleurs/euses et des familles qui résident en Belgique depuis de nombreuses années et qui sont encore en situation irrégulière.

Un scandale absolu

Cette situation a des conséquences particulièrement dramatiques pour les femmes. Elles survivent dans l'extrême précarité, sans droits, dans la clandestinité. Sans statut légal, les femmes sans papiers risquent l'exploitation et la traite des êtres humains. Les rares activités qui leur sont ouvertes sont mal payées et dévalorisées. Les femmes dans cette situation ne peuvent pas porter plainte en cas de violences conjugales ou de litiges avec leur employeur/euse ou le propriétaire de leur logement, de peur de se voir arrêtées, emprisonnées en centre fermé puis expulsées du territoire. La pandémie de Covid-19, qui a fait perdre des emplois, des revenus, des logements, la liberté de se déplacer, de se soigner et de se protéger, rend la situation encore plus intenable. Avec cette campagne, les personnes sans papiers réclament les droits au logement et au travail, des droits fondamentaux, qui doivent être garantis.

Il est aussi urgent d'augmenter le nombre de places dans les refuges pour les femmes sans papiers, victimes de violences, avec la possibilité d'une régularisation accélérée. Il est nécessaire de changer la procédure en cas de violences conjugales subies suite à un regroupement familial. Pouvoir vivre dans un espace sécurisant est essentiel. Lorsque le permis de séjour est lié au permis de travail, il est indispensable de garantir aux femmes étrangères concernées la continuité du permis de séjour en cas de perte de leur emploi, afin qu'elles puissent rester sur le territoire. L'autonomie

économique est une condition incontournable pour l'égalité et constitue la meilleure protection contre la dépendance et la précarité.

Nos revendications

Vie Féminine se joint à la société civile et aux différents collectifs pour soutenir la campagne de réquisitions solidaires et exige :

- La définition de critères clairs pouvant donner lieu à la régularisation. Il est impératif de sortir de l'arbitraire et de créer une commission indépendante qui traite des dossiers de régularisation.
- La prise en compte, dans les procédures de régularisation, des liens durables que les femmes sans papiers ont tissés en Belgique via les enfants, les réseaux spécifiques, leurs implications dans l'associatif, les mouvements de femmes, ou encore les réseaux de travail informels.
- Une politique d'asile et de migration qui prend spécifiquement les femmes en compte.

P.-S.

Cet article a été initialement publié dans le magazine *axelle* (N°238)